

Le rapport d'orientations budgétaires pour 2022

SOMMAIRE

1^{er} Partie

Le contexte
national et la LF

2^{ème} Partie

Rétrospective de
2018 à 2021

3^{ème} Partie

Les orientations
budgétaires 2022

4^{ème} Partie

Ressources
humaines et
Indemnités élus

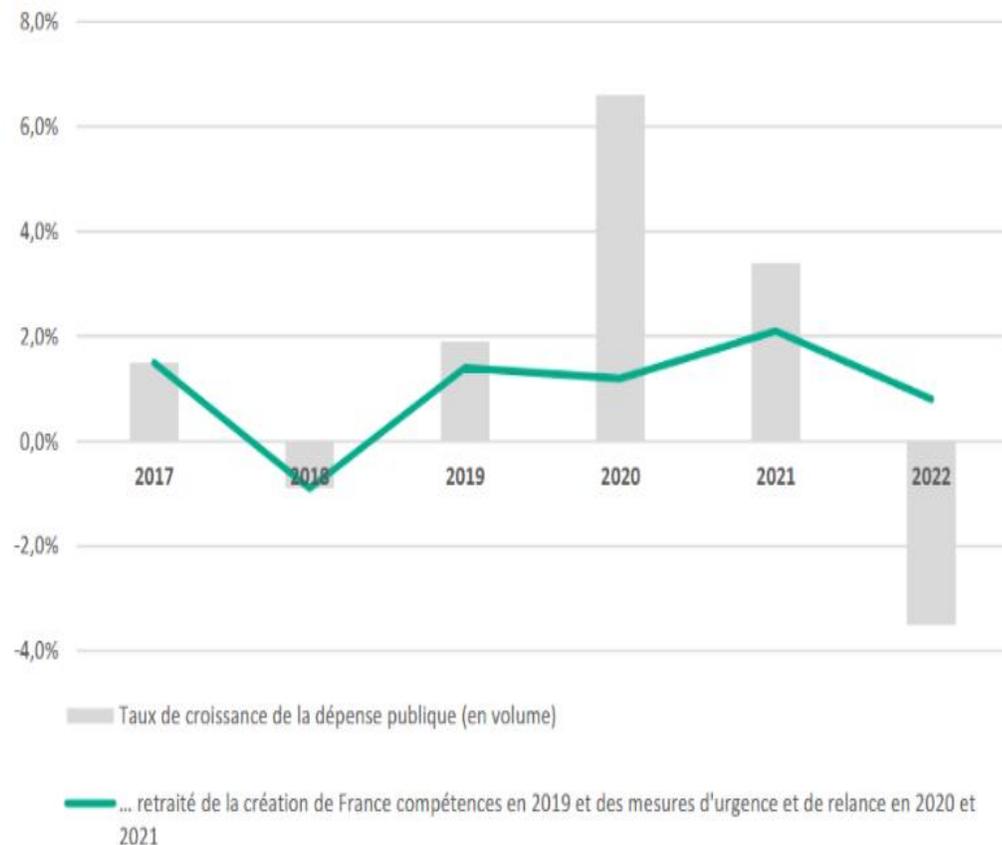
1^{er} PARTIE

Le contexte national et la Loi de Finances 2022

Les prévisions sur la croissance et le déficit public

- La situation des finances publiques devrait s'améliorer en 2022, après deux années marquées par un budget de crise pour répondre aux conséquences de l'épidémie de Covid-19.
- La croissance en 2022 devrait être toujours soutenue, avec une prévision de +4% (après un fort rebond de 6,25% en 2021), permettant au **déficit public** de diminuer à **5% du PIB en 2022** (contre -8% en 2021).
- Sous l'effet de la reprise économique et de la baisse du déficit public, le **taux d'endettement** passerait à **113,5% du PIB en 2022**, contre 115,3% en 2021.

Croissance en volume de la dépense publique (hors crédits d'impôts)



@bercy PLF 2022

Si 2020 et 2021 ont été marquées par l'impact majeur des mesures d'urgence sur le solde public, (69,7 milliards d'euros en 2020 et 63,7 milliards en 2021 auxquels s'ajoute le plan de relance pour un impact de 21,7 milliards en 2021) la LF 2022 illustre une **normalisation progressive des finances publiques**, en dépenses et en recettes.

La reprise économique amorcée depuis le printemps devrait permettre une croissance toujours soutenue en 2022. En poursuivant ce rythme, l'activité dépasserait son niveau d'avant-crise.

Le taux de prélèvements obligatoires devrait quant à lui continuer à décroître, passant de 44,5 % du PIB en 2020 à 43,7% en 2021 puis 43,5% en 2022. Une situation qui devrait bénéficier de la poursuite des mesures de baisse des impôts payés par les entreprises et les ménages.

La Loi de Finances au niveau des ministères

Dép. nettes
454,6 md



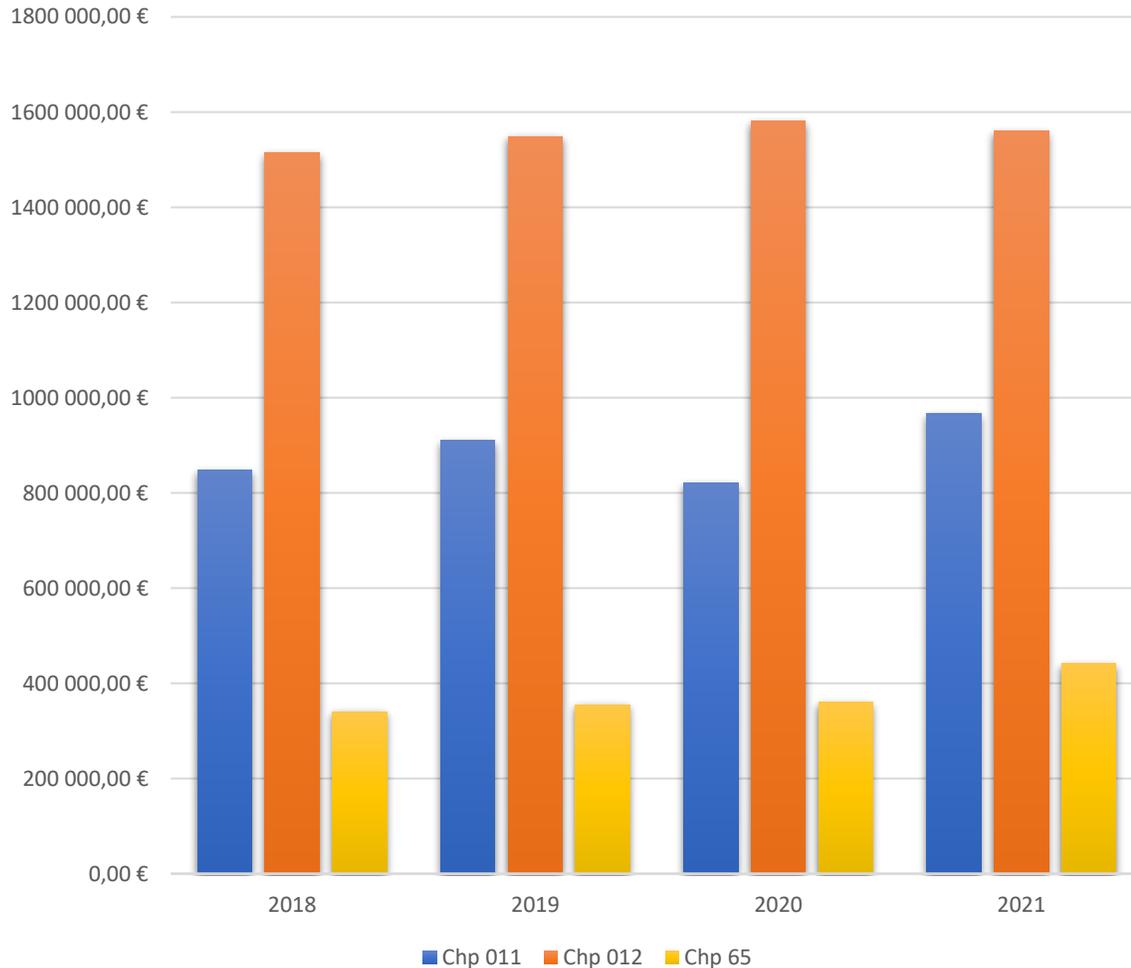
Les conséquences de la Loi de Finances 2022 sur les budgets communaux

- **Stabilité de la Dotation globale de Fonctionnement** en 2022 pour la cinquième année consécutive et abondement de 95 millions des dotations de péréquation, dotations de solidarité urbaine et rurale.
- **Modification du calcul des indicateurs financiers** (potentiel financier, effort fiscal) utilisés pour la répartition des dotations et fonds de péréquation, suite à la réforme de la fiscalité locale. En effet, le périmètre du potentiel fiscal et du potentiel financier des communes est élargi et intègre des ressources supplémentaires : la taxe sur les pylônes, la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE), la majoration sur les résidences secondaires, les taxes additionnelles sur les droits de mutation à titre onéreux et le fonds de péréquation pris en compte de façon moyennée sur 3 ans, le prélèvement sur recettes de compensation des communes contributrices au FNGIR subissant une perte de bases de CFE institué l'an dernier (article 79 de la LFI pour 2021). En contre partie, elle soustrait la fiscalité perçue par l'EPCI. Cependant, pour 2022 il sera mis en place un coefficient correcteur pour neutraliser ce changement. Ce coefficient va décroître de façon progressive de 2023 jusqu'à 2028 où la réforme produira pleinement ses effets. Ainsi, selon les collectivités cela va entraîner à la hausse où à la baisse le calcul des dotations.
- Abondement exceptionnel de 350 millions de la **Dotation de soutien à l'investissement local** (DSIL) et reconduction de la Dotation politique de la ville (150 millions).

2^{ème} PARTIE

Rétrospective du budget communal de 2018 à 2021

Dépenses de gestion



Des dépenses de gestion stables.

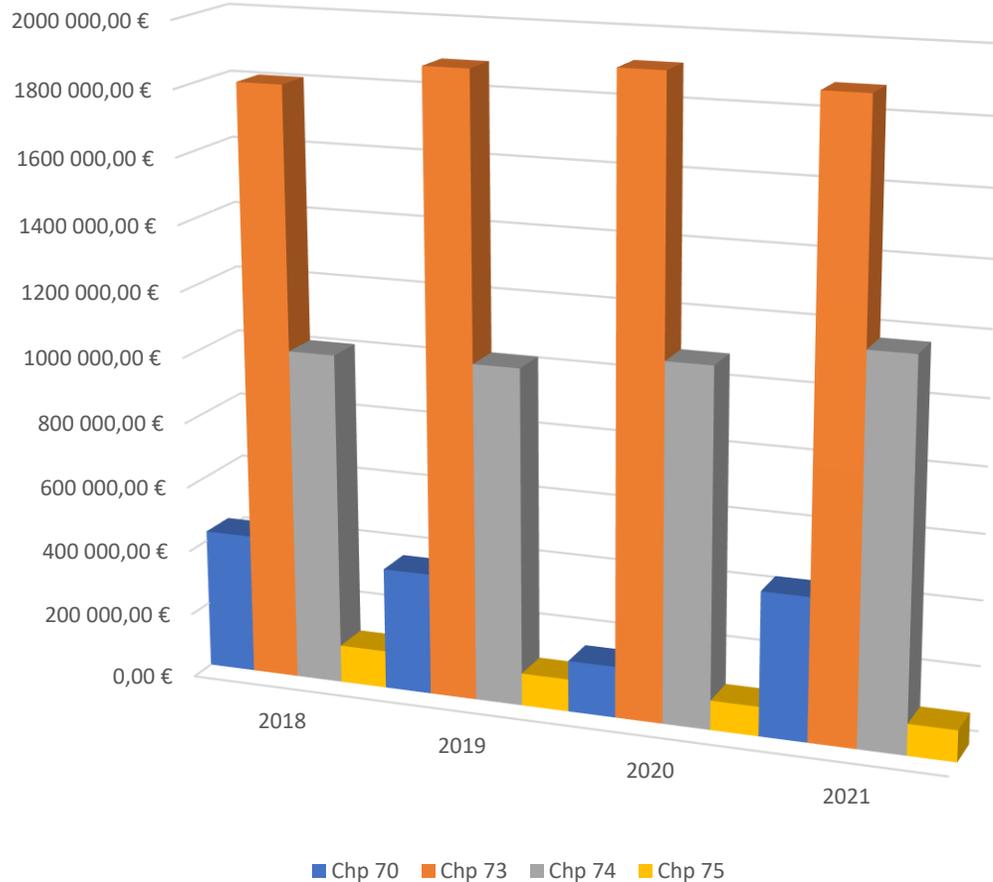
Les charges de personnel (chp 012) représentent la part la plus importante des dépenses de fonctionnement (entre 50 et 55%). Pour 2021, elle correspond à 51% des DRF.

2021 est l'année de la reprise après une année chaotique en 2020, les Chp 011 (charges de gestion courante) et Chp 65 (autres charges de gestion courante) augmentent respectivement de 18% et 23% par rapport à l'année précédente.

L'augmentation des dépenses de fonctionnement est de 9%. Elle devra être maîtrisée en 2022 pour se situer entre 4% et 6%.

NB : Chp 011 : charges de gestion courantes / Chp 012 : Charges de personnel / Chp 65 : Autres charges de gestion courante

Recettes de gestion

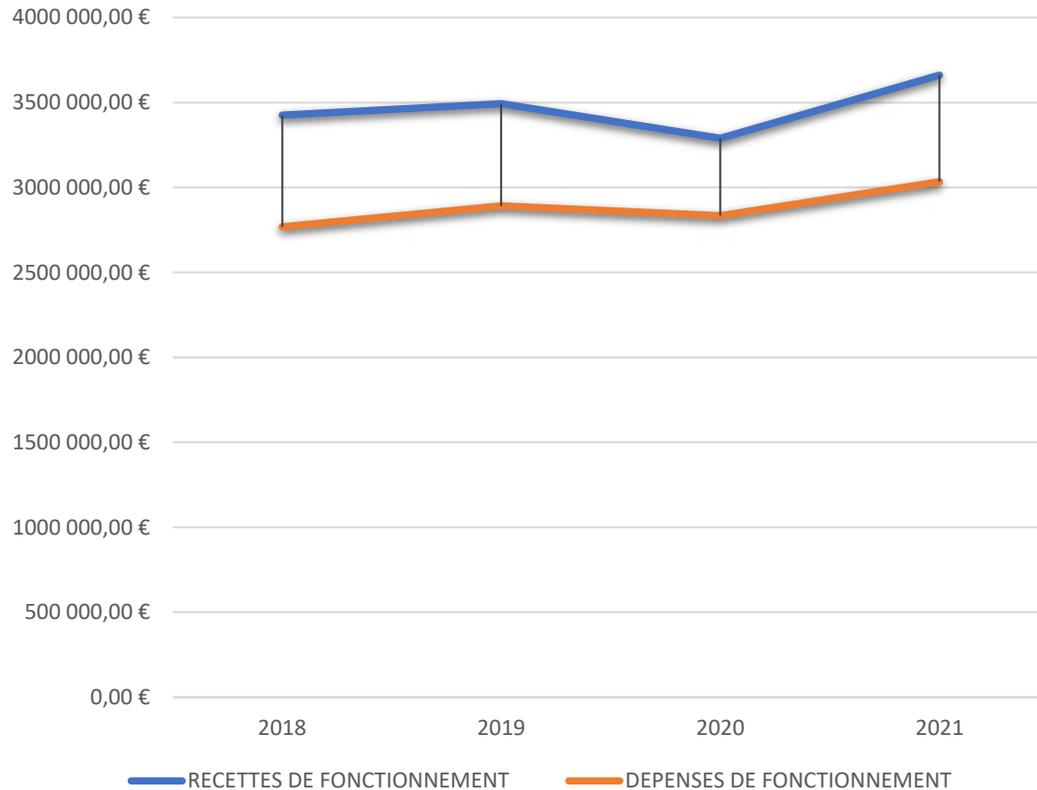


Les recettes de gestion de fonctionnement des 4 dernières années montrent que les deux recettes principales que sont les impôts et les dotations d'état restent stables.

La baisse du chapitre 70 (produits des services) a fait une chute en 2020 du fait principalement de la situation sanitaire, de la fermeture des écoles et de la restauration scolaire donc moins de produits liés aux prestations de services.

NB : Chp 70 : produits des services / Chp 73 : Impôts et taxes / Chp 74 : Dotations et subventions / Chp 75 : Autres produits de gestion courantes

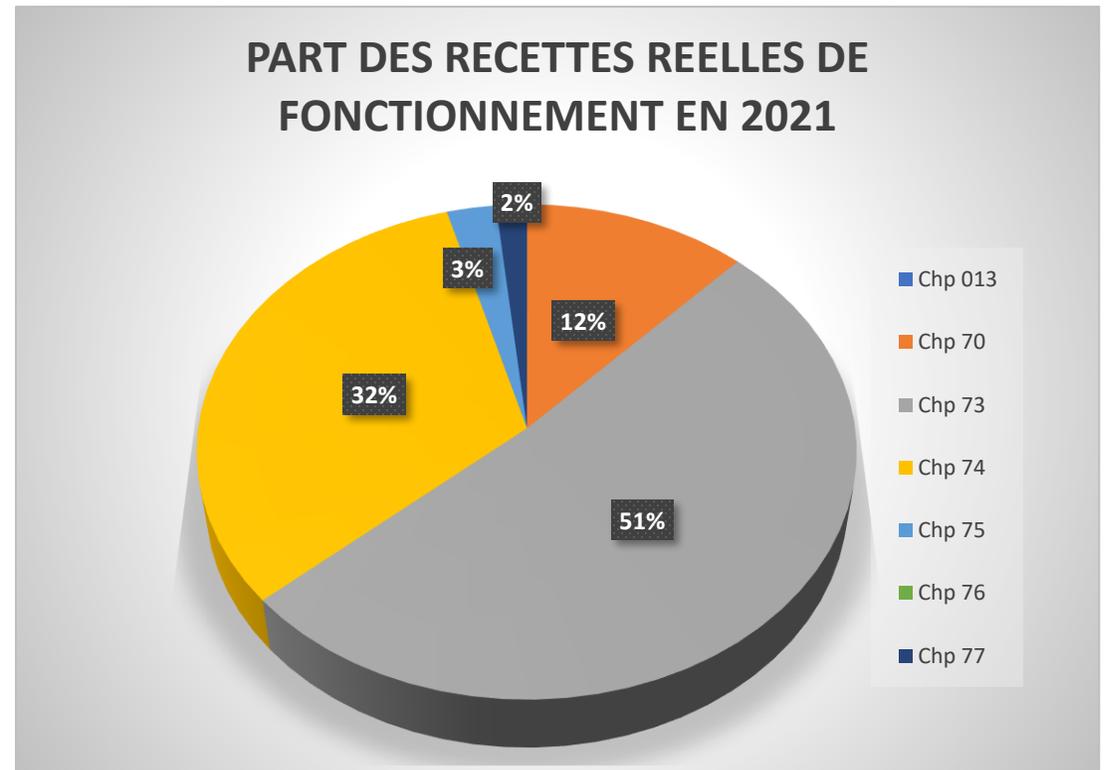
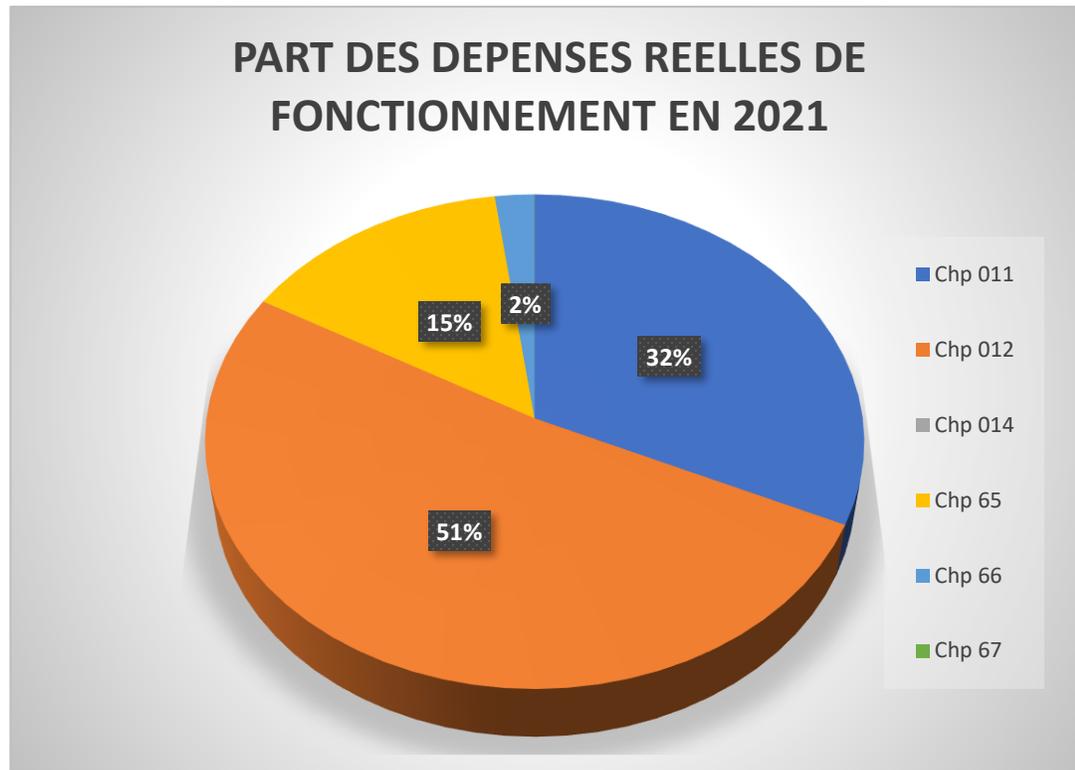
Ecart entre les RRF et les DRF



Ce graphique montre l'écart entre les DRF et les RRF sur 4 dernières années. Les lignes sont stables et l'écart se maintient, il est de 24% en 2018 et 21% en 2021.

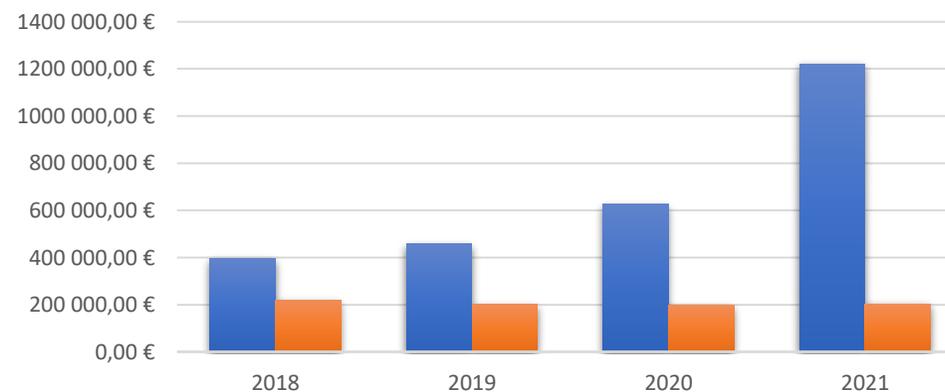
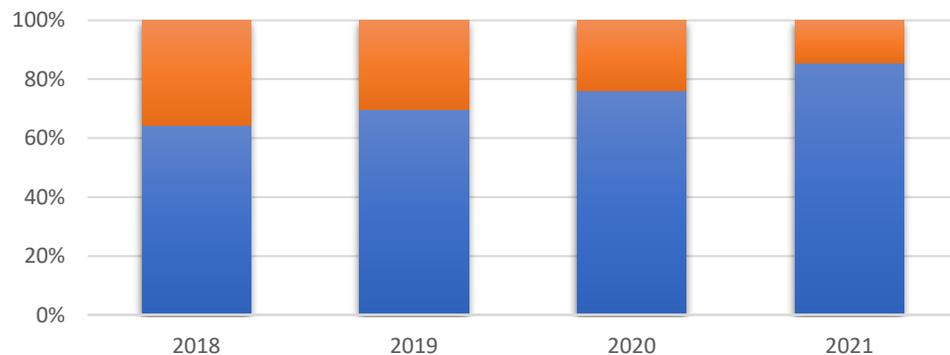
Il est essentiel de conserver un écart suffisant entre ces courbes. Pour cela, il faut maîtriser les dépenses publiques (renégociation des contrats de maintenance, gestion des stocks, optimisation des trajets, gestion des RH...) mais également travailler sur les recettes avec la tarification des services et les impôts qui est la principale ressource de la collectivité.

Les postes les plus importants en dépenses de fonctionnement sont la masse salariale pour 51% suivi des dépenses de gestion courante pour 31%. Du côté des recettes se sont les impôts et taxes qui représentent 51% suivi des dotations pour 32%.



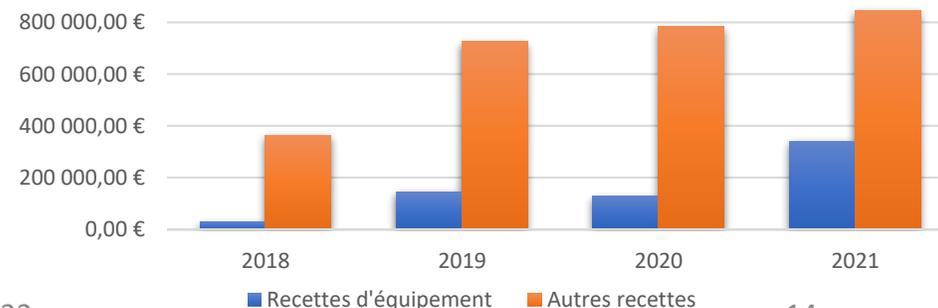
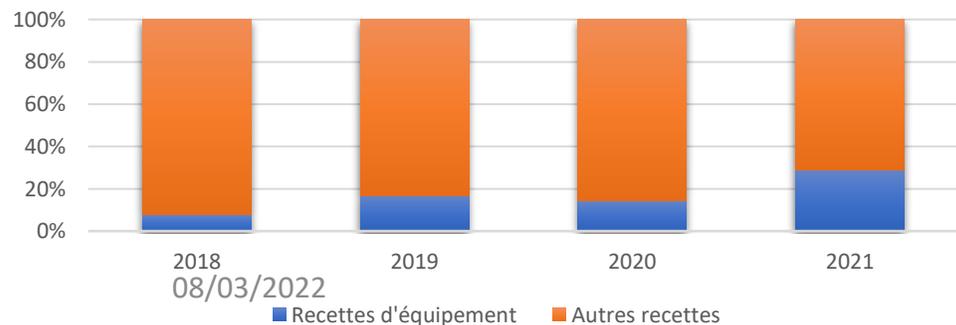
Evolution des dépenses d'investissement de 2018 à 2021

		2018 CA	2019 CA	Ecart CA 2018/2019	2020 CA	Ecart CA 2019/2020	2021 CA	Ecart CA 2020/2021
Chp 20	Immo incorporelles	25 351,27 €	33 299,92 €	31%	18 438,58 €	-45%	42 324,38 €	130%
Chp 21	Immo corporelles	327 285,62 €	419 937,36 €	28%	299 527,65 €	-29%	557 556,66 €	86%
Chp 23	Immo en cours	42 640,25 €	4 942,03 €	-88%	309 359,18 €	6160%	621 512,69 €	101%
	Sous-Total : Dép d'équipement	395 277,14 €	458 179,31 €	16%	627 325,41 €	37%	1 221 393,73 €	95%
Chp 10	Dotations et fonds divers	1 287,00 €	0,00 €		0,00 €		0,00 €	
Chp 13	Subventions d'investissement	0,00 €	11 509,85 €		0,00 €		0,00 €	
Chp 16	Emprunts et Dettes	219 060,12 €	200 497,53 €	-8%	198 325,29 €	-1%	204 062,94 €	3%
	Sous-Total : Dép Réelles d'Invest	615 624,26 €	670 186,69 €	9%	825 650,70 €	23%	1 425 456,67 €	73%
Chp 040	Opérations patrimoniales	24 506,83 €	25 828,38 €		55 591,33 €		106 187,81 €	
Chp 041	Opérations d'ordre entre sections	1 157,50 €	12 783,40 €		113 490,93 €		0,00 €	
	TOTAL	641 288,59 €	708 798,47 €	11%	994 732,96 €	40%	1 531 644,48 €	54%



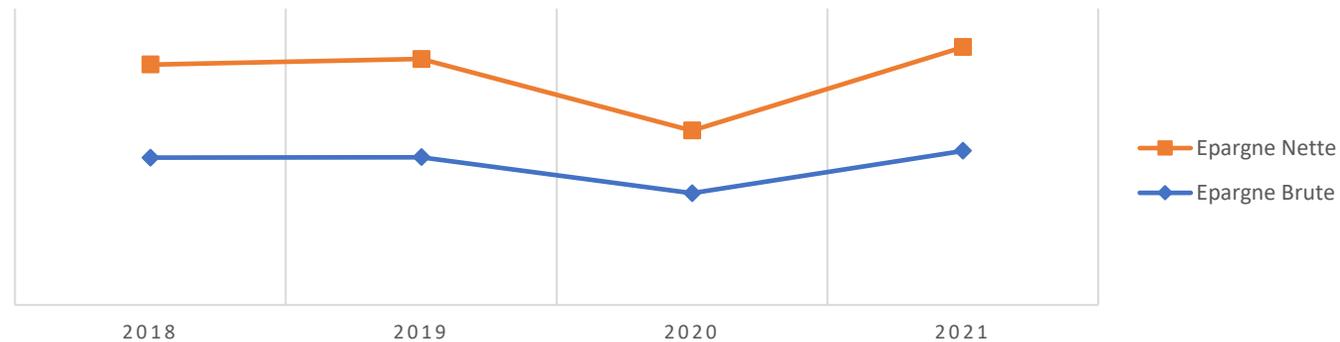
Evolution des recettes d'investissement de 2018 à 2021

		2018 CA	2019 CA	Ecart CA 2018/2019	2020 CA	Ecart CA 2019/2020	2021 CA	Ecart CA 2019/2021
Chp 13	Subventions d'investissement	30 605,61 €	127 602,09 €		129 576,40 €		340 823,46 €	
Chp 16	Emprunts et Dettes	0,00 €	2 996,00 €		0,00 €		0,00 €	
Chp 21	Immo Corporelles	0,00 €	2 928,92 €		0,00 €		0,00 €	
Chp 23	Immo en cours	0,00 €	11 721,45 €		0,00 €		0,00 €	
	Sous-Total : Rec d'équipement	30 605,61 €	145 248,46 €	375%	129 576,40 €	-11%	340 823,46 €	163%
Chp 10	Dotations et fonds divers	362 857,89 €	725 038,15 €		783 253,23 €		845 090,97 €	
10222	FCTVA	1 958,62 €	21 347,40 €		50 209,26 €		66 292,06 €	
10226	TA	160 899,27 €	103 690,75 €		133 043,97 €		178 798,91 €	
1068	Excédent de fonctionnement	200 000,00 €	600 000,00 €		600 000,00 €		600 000,00 €	
Cpt 165	Dépôts et cautionnement	1 707,00 €	815,00 €		0,00 €		620,00 €	
Chp 20	Immo incorporelles	0,00 €	0,00 €		0,00 €		363,07 €	
Chp 27	Autres immo financières	875,00 €	875,00 €		0,00 €		0,00 €	
	Sous-Total : Rec réelles d'invest	396 045,50 €	871 976,61 €	120%	912 829,63 €	5%	1 186 897,50 €	30%
Chp 040	Opérations d'ordre entre sections	9 350,70 €	17 507,94 €		49 807,78 €		118 756,22 €	
Chp 041	Opérations patrimoniales	1 157,50 €	12 783,40 €		113 490,93 €		0,00 €	
	TOTAL	406 553,70 €	902 267,95 €	122%	1 076 128,34 €	19%	1 305 653,72 €	21%
Chp 001	Excédent reporté	384 201,00 €	149 466,11 €		342 935,59 €		424 330,97 €	



Les ratios de gestion de 2018 à 2021

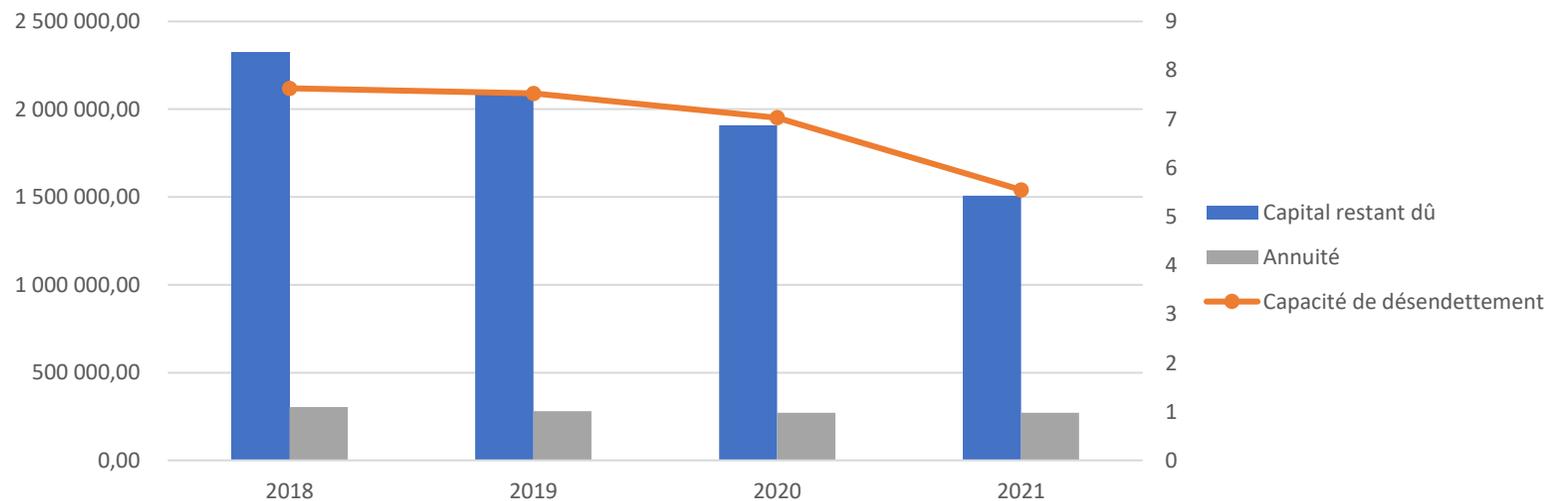
	2018	2019	2020	2021	
G e s t i o n	Résultat de Fonctionnement	672 095,41	610 358,65	461 863,63	615 630,62
	Résultat d'Investissement	-234 734,89	193 469,48	81 395,38	-225 990,76
	Epargne Brute	596 613,74	598 570,23	452 494,85	624 453,26
	Epargne Nette	377 553,62	398 072,70	254 169,56	420 390,32
	Chaptire 012 (charges de personnel)	1 514 762,74	1 548 500,79	1 580 470,18	1 560 431,35
	En % des DRF	55%	54%	56%	51%



Les ratios de la dette

De 2018 à 2021

	2018	2019	2020	2021
D				
e				
t				
t				
e				
Capital restant dû	2 323 843,31	2 105 747,19	1 909 045,66	1 507 338,51
Annuité	304 750,02	279 959,57	271 739,18	271 742,20
% des RRF	9%	8%	8%	7%
Capacité de désendettement (en année)	8	8	7	6

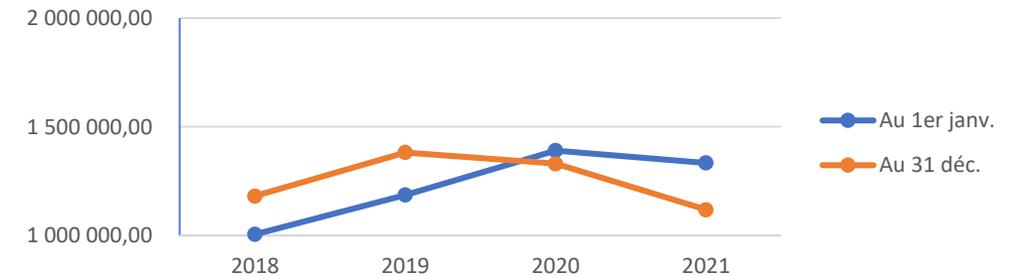


Ratios de fiscalité et trésorerie

De 2018 à 2021

		2018	2019	2020	2021
Fiscalité	Cpt 73111 (fiscalité directe)	1 404 047,00	1 454 697,00	1 475 375,00	1 465 389,00
	Pression fiscale	401,16	415,63	409,83	407,05

		2018	2019	2020	2021
Trésorerie	Au 1er janv.	1 005 541,24	1 186 822,03	1 390 650,16	1 333 909,17
	Au 31 déc.	1 181 281,22	1 382 351,66	1 330 323,94	1 118 820,19
	EGC (excédent global de clôture)	623 519,38	783 392,09	972 870,98	817 304,58
	Nb de jour d'autonomie	118	132	150	116



3^{ème} PARTIE

Orientations budgétaires pour 2022

Rénover le patrimoine bâti

	RAR	TTC	SUBVENTION	SUB. ESTIMEE
Fossé Château	74 659,88 €	- €	386 228,13 €	- €
Eglise ST BLAISE - T1 et 2	123 349,24 €	236 650,76 €	111 043,12 €	120 000,00 €
	<i>Tranche ferme</i>			
Réhabilitation de l'école Maternelle		1 000 000,00 €	EN COURS	430 000,00 €
Equipements sportifs (sol du gymnase + autres équipements)		120 000,00 €	EN COURS	30 000,00 €
Rénovation Mairie + Halle		1 000 000,00 €		350 000,00 €

Non retenu par la majorité en fonction du contexte actuel



TOTAL : 1 554 659,88€

NB : A rajouter les avenants du fossé et de l'église non encore chiffrés

Aménager le territoire

	RAR	TTC	SUBVENTION	SUB. ESTIMEE
Voirie + Numérotation		25 000,00 €	EN COURS	6 000,00 €
Etude urbaine + PLU	3 661,73 €	26 338,27 €	NEANT	NEANT
Esp intergénérationnel		150 000,00 €	EN COURS	60 000,00 €
Création espaces verts <i>(piscine, entrées de ville, rues, mur poilu et fossé)</i>	3 322,60 €	3 000,00 €	NEANT	NEANT
Aire de compost + broyeur		87 000,00 €		21 000,00 €
Vidéo - Protection		45 000,00 €		9 000,00 €

Non retenu par la majorité en fonction du contexte actuel



TOTAL : 211 322,60€

Etudier la création
de nouveaux
équipements
publics

	RAR	TTC	SUBVENTION	SUB. ESTIMEE
Prog ECOLE	34 000,00 €	26 000,00 €	NEANT	NEANT
MOE Vestiaire	10 000,00 €	- €	NEANT	NEANT

TOTAL : 70 000€

Maintenir la qualité des services publics existants

	RAR	TTC	SUBVENTION	SUB. ESTIMEE
Restauration scolaire (<i>légumerie + formation</i>)	7 400,00 €	10 800,00 €	15 133,00 €	- €
Logiciel RH		3 000,00 €	NEANT	NEANT
Reprise des concessions	7 680,00 €	- €	NEANT	NEANT
Achats divers CTM + PM (<i>élévateur, illuminations et véhicule PM</i>)		75 000,00 €	EN COURS	15 000,00 €
Contrôle accès gymnases		4 100,00 €	NEANT	NEANT
Crèche - Aménagement - Contrôle	1 260,00 €	- €	EN COURS	10 000,00 €
Salle informatique élémentaire		9 000,00 €		
Rénovation énergétique éclairage public		14 000,00€		

TOTAL : 132 240€

Montant total des dépenses proposées et estimation des recettes

- **Dépenses d'équipement proposés : 1 968 222,48€**
- **Subventions pouvant figurer au BP 2022 : 512 404,25€**

- **Autres dépenses estimées : 250 000€ (capital et opération d'ordre)**
- **Autres recettes estimées : 1 174 330,97€ (TA, FCTVA, 1068, opération d'ordre, chp 001)**

- **Reste à financer : 531 487,26€**

- **Propositions :**
 - **Emprunt entre 300 000€ et 500 000€ (à voter au BP mais à réaliser que si nécessaire en fonction de l'avancement des dépenses)**
 - **Virement de la section fonctionnement (chp 023/021) mais dans ce cas maîtrise stricte des DF voir baisse de certaines dépenses**
 - **Baisser les dépenses d'équipements à 1 600 000€**
 - **Possibilité de vente du logement du château**

Les autorisations de programme et crédits de paiements

1. Restauration de l'église ST BLAISE : 1 045 950€

2021	2022	2025	2026
145 950€	360 000€	270 000€	270 000€

2. Construction d'un nouveau groupe scolaire : 11 000 000€ (*montant et planning restant à valider*)

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
48 615€	60 000€	40 000€	41 385€	3 000 000€	3 000 000€	3 000 000€	1 810 000€

3. Réhabilitation de l'école maternelle Jean Louis Viguier : 1 500 000€

2021	2022
1 000 000€	500 000€

4. Création d'un espace Intergénérationnel : 195 000€

2021	2022
150 000€	45 000€

4^{ème} PARTIE

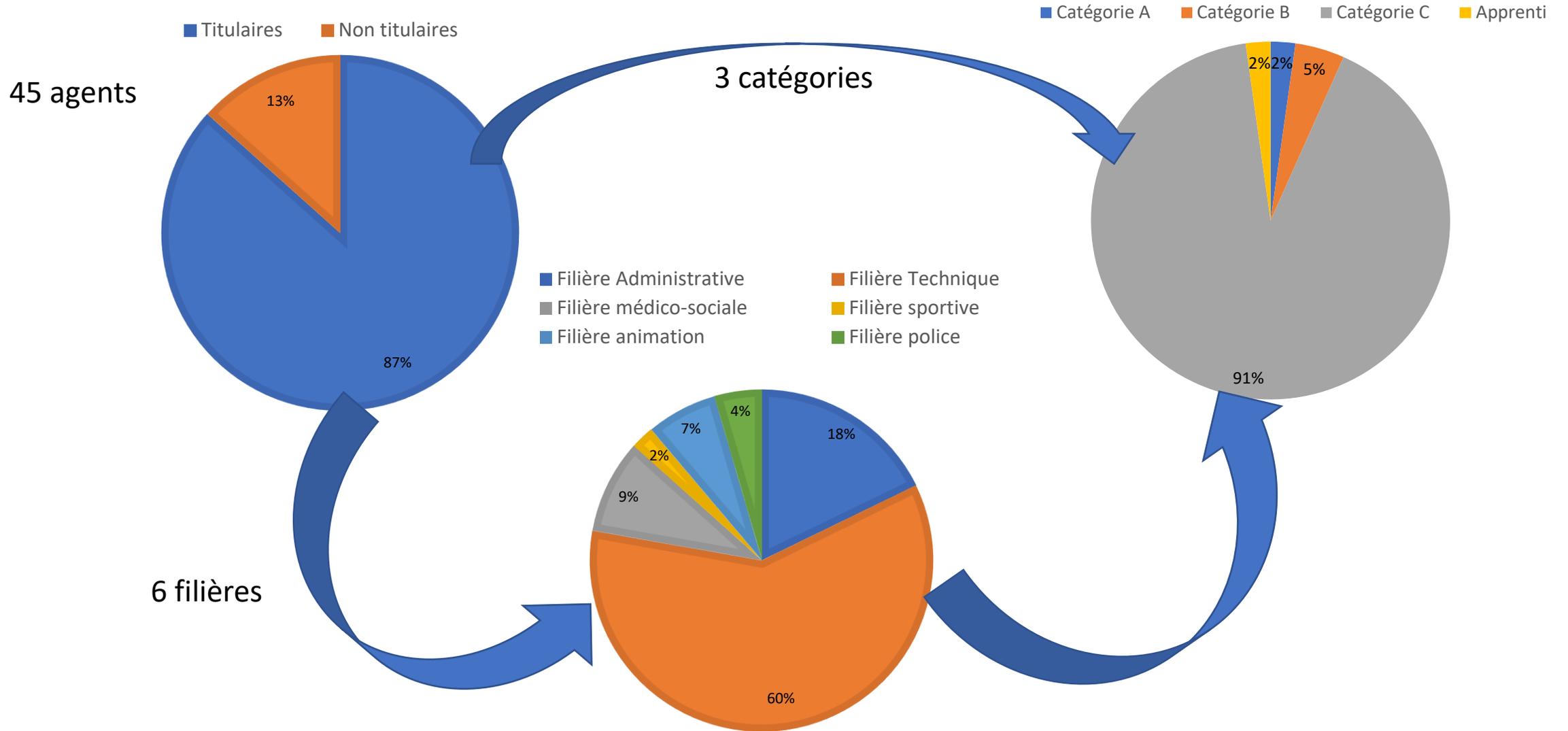
Ressources humaines et indemnités d'élus

L'évolution de la masse salariale entre 2018 et 2021

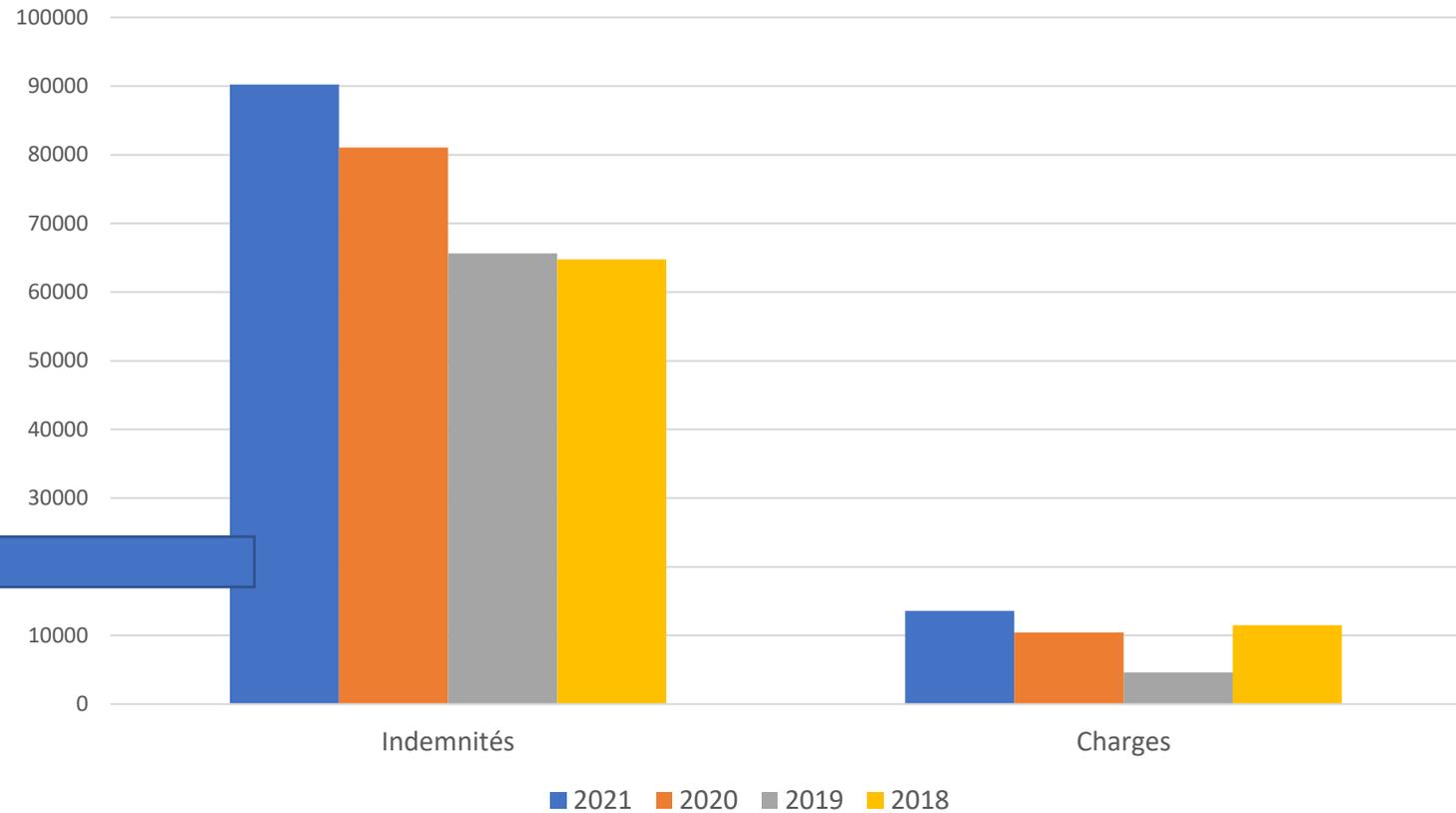
-4,5% (2 départs à la retraite + mutation de titulaire)

	2021	2020	2019	2018	Ecart entre 2018 et 2021
Titulaires	826 864,40 €	1 037 016,42 €	1 009 299,26 €	950 943,70 €	4%
NBI et SFT	13 344,34 €				
Autres Indemnités	149 716,00 €				
<i>Sous total</i>	989 924,74 €				
Non Titulaires	92 533,23 €	81 563,16 €	61 072,38 €	78 852,07 €	18%
Autres Indem	829,39 €				
<i>Sous total</i>	93 362,62 €				
Apprentis et autres	4 999,90 €	- €	18 825,25 €	42 051,77 €	-88%
Charges	454 206,49 €	454 913,26 €	450 162,25 €	435 875,69 €	4%
Autres	17 937,60 €	6 977,34 €	9 141,65 €	7 039,51 €	155%
	1 560 431,35 €	1 580 470,18 €	1 548 500,79 €	1 514 762,74 €	3%

3% d'augmentation en 4 ans soit moins de 1% par an alors que le GVT se situe entre 1,5% et 2%



L'évolution des indemnités d'élus entre 2018 et 2021



Augmentation des indemnités due à 1 adjoint supplémentaire par rapport au dernier mandat et revalorisation du point d'indice

L'état des indemnités des élus sur 2021

FONCTION	INDEMNITE BRUTE (/mois)	COUT POUR LA COLLECTIVITE (/ an)	FONCTION	INDEMNITE BRUTE (/mois)	COUT POUR LA COLLECTIVITE (/ an)
Patrick PLICQUE			Catherine DEBONS		
Maire	2 139,17€	34 526,64€	4 ^{ème} Adjoint	789,15€	9 867,48€
Vice Président C3G	769,48€		Michel ORRIT		
PETR	155,07€		5 ^{ème} Adjoint	789,15€	9 867,48€
Jean Pierre CULOS			Céline ROMERO		
1 ^{er} Adjoint	789,15€	9 867,48€	6 ^{ème} Adjoint	789,15€	9 867,48€
Aurélie SECULA			Serge MAZAS		
2 ^{ème} Adjoint	789,15€	9 867,48€	7 ^{ème} Adjoint	789,15€	9 867,48€
Francis GARRIGUES			TOTAL		
3 ^{ème} Adjoint	789,15€	9 867,48€			103 599€

FIN

Merci de votre attention